

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji :

KWARTALNIE..... 8 fr.
 PÓLBROCZNIE..... 16 fr.
 ROCZNIK..... 30 fr.

Zagranicą :

ROCZNIK..... 32 fr.

TELEFON :

TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE HEBDOMADAIRE POLONAISE

PARAISANT CHAQUE SAMEDI



ABONNEMENTS

Paris et Départements :

TROIS MOIS..... 8 fr.
 SIX MOIS..... 16 fr.
 UN AN..... 30 fr.

Etranger :

UN AN..... 32 fr.

TÉLÉPHONE :

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

POLONIA reparaît :

Nous pouvons enfin quitter notre poste militaire et reprendre celui de notre vie civile auquel nous avons été fidèles pendant cinq ans, ne cessant de prêcher la victoire de la cause franco-polonaise.

Aujourd'hui, nous voyons réalisés nos vœux les plus chers.

Le soleil de la Liberté et de l'Indépendance brille sur la Pologne souveraine, sur la République Polonaise.

Mais cette réalisation nous impose une tâche autrement difficile. Nous nous en rendons compte et nous unissons nos efforts pour continuer notre œuvre consacrée à l'union franco-polonaise, et à faire connaître et aimer la Pologne en France et la France en Pologne.

Le Statut de la Pologne

Au moment où *Polonia* reparaît, jetons un regard en arrière sur les événements et faisons le bilan de ces derniers mois.

La Pologne a reçu sa charte. Elle constitue un Etat souverain. La Conférence de la Paix a défini son statut. Quel est-il ?

Deux sentiments ont partagé le cœur des Polonais, deux sentiments en apparence contradictoires : une immense satisfaction et une immense déception.

Une satisfaction d'abord. La Pologne a recouvré son indépendance. Ce fait domine tout. Une prodigieuse fortune a voulu que les couronnes des trois spoliateurs fussent emportées dans la débâcle et que l'Etat polonais surgit des ruines des trois empires qui l'avaient détruit. La Pologne en a éprouvé une allégresse inexprimable. Elle a compris que ses souffrances et ses efforts d'un siècle et demi n'auraient pas suffi

à provoquer cet énorme revirement des choses, et qu'il y a fallu la victoire des Alliés. Elle leur en garde et leur en gardera une gratitude profonde, comme le déclarait encore le 18 décembre dernier le nouveau président du Conseil polonais, M. Skulski, dans son exposé ministériel devant la Diète de Varsovie.

Mais il y a eu, avec cela, les déceptions. Le Congrès de la Paix a réglé deux ordres de choses : les questions de frontières, les questions concernant la souveraineté polonaise dans les limites de l'Etat nouveau. Dans ces deux catégories, des erreurs fondamentales ont été commises.

Pour ce qui est des frontières, les solutions ont été, en premier lieu, tout à fait incomplètes : jusqu'ici, la Pologne n'a pas de limites fixées dans toute sa partie orientale, de la Lettonie aux Karpathes. Les solutions, en second lieu, ont été généralement défectueuses.

Au Nord, en Prusse Orientale, on a reculé devant un règlement énergique. On a laissé à l'Allemagne un précieux couloir d'accès du côté de la Russie, la place d'armes à laquelle le germanisme a toujours appuyé ses opérations classiques d'enveloppement dirigées contre la Pologne. On a respecté et consacré l'œuvre des Teutoniques. C'est tout juste si l'on a permis un plébiscite dans la partie méridionale, indiscutablement polonaise, de cette province.

Les Alliés avaient promis à la Pologne un libre accès à la mer. Ils lui ont donné chichement quelques kilomètres de côte. Ils ont, en fait, placé ce débouché sous le contrôle direct de l'Allemagne. L'unique port dont la Pologne pouvait disposer, Dantzig, a reçu un statut qui restera dans l'histoire du droit des gens comme un document sans rival de complications et d'équivoques.

Le traité de paix, dans sa première rédaction, attribuait la Haute-Silésie à la Pologne. Cette province a été la victime des marchandages engagés en juin dernier, et le traité définitif y a prévu un plébiscite.

Les Alliés, un peu plus tard, ont adopté la même solution pour la Silésie de Teschen, malgré la supériorité incontestable de l'élément polonais.

Après avoir longtemps tourné autour du problème de Galicie orientale, ils se sont décidés, en novembre, à confier à la Pologne un mandat de vingt-cinq ans sur cette province, puis, le mois suivant, ils ont renoncé à cette solution sans en adopter une nouvelle.

Ainsi partout, ou à peu près partout, incertitude, provisoire. La situation n'est pas seulement insupportable, déprimante ; elle est nuisible aux intérêts polonais de deux manières. L'Etat polonais, d'abord, ne peut faire le bilan de ses ressources, donner une assiette ferme à sa vie politique, sociale et économique. Ensuite, dans toutes les régions soumises au plébiscite, les adversaires des Polonais ont eu la main libre, et ils ont mis à profit les délais invraisemblables dont ils disposaient.

Passons maintenant au second ordre de choses, aux règlements intéressant l'exercice de la souveraineté polonaise. La Pologne a dû signer un traité spécial qui la met en tutelle. Le fleuve polonais par excellence, la Vistule, a été internationalisé. Des facilités particulières ont été accordées à la pénétration économique de l'étranger. Les minorités nationales ont reçu des garanties spéciales sanctionnées par les grandes puissances. D'autres limitations encore ont été stipulées. La Pologne, jalouse, entourée d'ennemis, a dû y souscrire. Elles sont blessantes. Elles grèvent lourdement son avenir.

**

Telle est, à grands traits, la situation actuelle de la Pologne en tant que puissance. Son statut territorial n'est pas encore fixé. Ses droits souverains ont subi de graves restrictions. Elle a commencé sa vie indépendante dans des conditions difficiles. Cela ne l'a pas empêchée d'organiser sa vie publique, de mettre sur pied une armée puissante et de résister au bolchevisme du dedans comme au bolchevisme du dehors. Son avenir répondra aux promesses que donnent ces commencements, et peut-être la force des choses amènera-t-elle à reviser la charte improvisée dans les délibérations confuses du Congrès de la Paix.

HENRI GRAPPIN.

M. PAUL DESCHANEL

Président de la République

Nous nous unissons de tout cœur aux vœux qui accueillent M. Paul Deschanel à la Présidence de la République.

Cet illustre homme d'Etat et académicien a témoigné maintes fois sa plus grande amitié pour notre cause.

A la fin de 1916, alors que nous avons entrepris de faire paraître une de nos nombreuses éditions de propagande pour mettre en relief la gravité de la question de l'Indépendance polonaise, c'est lui qui a bien voulu nous honorer de ces paroles encourageantes :

« La France a toujours chéri fraternellement la Pologne.

Toujours, le sol de la Pologne a hanté l'âme française.

Le peuple polonais a droit à la liberté. »

Le Rôle de la Pologne en Orient

« Si les garanties anglo-américaines venaient à manquer à la France, la Pologne deviendrait l'élément principal de sa sécurité », DÉCLARE UNE HAUTE PERSONNALITÉ ALLIÉE.

Une haute personnalité alliée, très au courant des questions orientales, vient de nous faire, après des visites d'études à Varsovie, une importante déclaration sur la situation en Pologne et sur son rôle vis-à-vis de l'Entente.

— A l'heure où nous sommes, nous a dit notre éminent interlocuteur, le rôle qui incombe à la Pologne et les charges qu'elle assume grandissent presque d'un jour à l'autre. Après le recul de Denikine, ces charges deviennent extrêmement lourdes, car la Pologne aura probablement à faire face à une nouvelle ruée du bolchevisme triomphant et il est superflu d'ajouter combien il importe, pour les alliés, que la vague rouge soit encore une fois refoulée. Il convient de dire bien haut que la Pologne après avoir brillamment rempli sa tâche à elle, est à présent appelée à réparer les lourdes fautes et les graves défaites des Russes.

Si l'on compare le front oriental au front occidental, les têtes de pont de la Dwina, et de la Bérézina prennent sur ce front une valeur analogue à celles des têtes de pont de la basse Meuse et du Rhin sur le front occidental. C'est dire que, plus que jamais, la cause polonaise se confond avec la cause française. Si les garanties anglo-américaines venaient à faire défaut à la France, une collaboration intime avec la Pologne deviendrait un élément important de la sécurité française. On ne saurait assez le dire et le répéter.

Pour que cet élément puisse acquérir la force nécessaire, j'estime que la Pologne ne doit pas rester comme un bloc isolé sur le front oriental; autrement dit, son flanc gauche (la Dwina) et son flanc droit (les Carpathes) doivent être couverts par l'incorporation des territoires indispensables à cette force et par un système d'alliances non moins indispensable. Sous ce rapport, la situation du front polonais ressemble d'une façon frappante à la situation du front français. La France aussi ne saurait être en complète sécurité, sans avoir ses flancs couverts par un système d'alliance franco-italo-belge.

On voit quel rôle énorme incombe à la Pologne. Mais elle ne pourra remplir cette mission que si elle en a elle-même la force. Et elle n'aura cette force que si les alliés l'aident à acquérir les moyens de l'avoir.

Parmi ces moyens, se trouve au premier plan l'armée polonaise, dont il n'est plus question de discuter la valeur; elle a été suffisamment démontrée sur les champs de bataille. Du reste, on peut le dire, la France a prêté aux Polonais une aide fraternelle en lui envoyant, en qualité de conseillers techniques, un certain nombre de ses valeureux officiers.

Cependant, il ne faut pas oublier qu'une armée, quel que soit son héroïsme, ne peut mener des luttes de longue durée, comme le sont celles de l'époque actuelle, que si elle dispose de matériel, armement et approvisionnements constamment renouvelés. Tout cela est encore insuffisant parce que derrière une armée doit être aussi établi un solide système financier et économique capable de satisfaire à toutes les nécessités de la guerre, ainsi qu'à la bonne harmonie de la situation intérieure. Il ne suffit donc pas d'armer militairement la Pologne: il faut aussi l'armer économiquement et financièrement. Ici le problème économique prend une importance capitale et est indissolublement lié à la tâche militaire elle-même.

Si sous ces trois rapports — militaire, économique et financier — qui se complètent mutuellement, la Pologne reçoit l'aide nécessaire, elle sera certainement capable d'acquérir rapidement la puissance répondant à sa mission en Orient.

Questionné au sujet de la situation intérieure en Pologne, la haute personnalité en question nous a déclaré :

— Il est tout simplement admirable que, malgré les dangers et les difficultés de tout ordre qui ont assailli nos alliés polonais, ils n'aient pas cessé de suivre la voie que leur indiquait leur patriotisme éclairé. Ils ont su d'eux-mêmes tenir en respect ou complètement éliminer les éléments de trouble et de désagrégation qui cherchaient à profiter de la situation difficile pour réaliser leur rêve de destruction.

Durant mon séjour dans diverses villes polonaises, j'ai constaté presque à chaque pas des améliorations sensibles et, plus d'une fois, j'ai admiré le grand effort fourni par la nation tout entière pour rétablir la vie économique du pays.

La plupart des filatures de Lodz ont rouvert et leur rendement actuel s'élève déjà de 30 à 40 % environ de celui d'avant-guerre. C'est presque un prodige.

Le rendement des aciéries et des mines de charbon de Dombrowa et de Sosnowice a également atteint un degré (60 à 70 %) qui témoigne d'une consciencieuse activité de l'ouvrier polonais.

Dans le même ordre d'idées, il faut signaler que les féculeries, ainsi que les raffineries de pétrole galiciennes pourraient donner lieu à des exportations sérieuses et utiles et contribuer, pour une large part, à l'amélioration du change, mais, malheureusement, la déficiente organisation des transports alliés ne permet pas encore de pratiquer l'exportation sur une grande échelle. Il est indispensable que le port de Dantzig soit ouvert aux Polonais le plus tôt possible, car alors seulement la Pologne aura accès aux grandes voies de communication internationales.

La France, en particulier, a un intérêt tout spécial au développement des transports polonais. Sur le terrain économique, ainsi que sur tous les autres, les Polonais sont très désireux d'entretenir avec la France les rapports les plus étendus et il serait vraiment déplorable que la

France laissât échapper le marché polonais qui a pour elle une importance et une valeur de premier ordre.

Pour conclure, je n'ai qu'à répéter que, plus que jamais, la garantie polonaise est indispensable à la sécurité française. La défaite complète des forces antibolchevistes russes confirme cette thèse. L'opinion française doit avoir constamment ses yeux fixés sur la *Vistule qui est un autre Rhin français.*

STÉPHANE AUBAC.

L'HEURE HISTORIQUE

En exécution du traité de Versailles, des troupes polonaises ont fait leur entrée sur les terres polonaises cédées par le dit traité à la Pologne et occupées jusqu'à ces derniers temps par les Allemands. Le drapeau polonais commence à flotter sur les bords de la Baltique. La ville de Thorn, qui nous causait tant de peine, car même nos meilleurs amis ne voulaient pas croire qu'elle fût une ville polonaise, avait élevé trente arcs de triomphe pour fêter l'entrée solennelle des troupiers polonais.

Le Hohenzollern est dans une joie indescriptible parce que cette vieille et jolie ville peut enfin devenir Inowroclaw.

Les Allemands mêmes de toutes ces terres ont changé subitement de tactique. Dans leur proclamation, le comité germanique fait appel à la sagesse de ses adhérents, pour leur faire accepter le changement de fortune et pour chercher à gagner par leur loyauté la tolérance du nouveau gouvernement.

BULLETIN

— Sur le front polonais.

L'armée des bolcheviks sur le front polonais a été renforcée. On a constaté la présence de régiments ibériens et des concentrations de troupes se font dans le voisinage de Bobrouisk. On annonce aussi qu'ils mobitent dans la région abandonnée par Denikine.

Une des armées rouges est commandée, dit-on, par le général Broussilof. Il paraît certain que le fils de celui-ci, obligé de combattre dans l'armée rouge, a été fait prisonnier par le général Denikine et fusillé comme traître; et l'on assure que c'est ce qui a porté son père à offrir ses services à Trotzky. Ce dernier a déclaré son intention d'en finir avec la Pologne après avoir réglé le compte du général Denikine, et il semble bien qu'il se prépare à attaquer avant le commencement du dégel.

Sans aucun doute, Trotzky espère enfoncer le flanc polonais du côté de l'Ukraine, mais les Ukrainiens, soutenus par les Polonais, pourront maintenir les bolcheviks.

Le général Pelliura se prépare à entrer de nouveau en campagne, et cette fois ce sera avec l'appui des Polonais. Ses compatriotes disent que le général Pilsudski a l'intention de marcher sur Kiev. On peut affirmer sans crainte que si l'armée polonaise va jusqu'à Kiev, ce sera dans le but d'établir un gouvernement ukrainien dans cette ville.

— Les Allemands préparent une insurrection en Haute-Silésie.

Le correspondant du Times télégraphie de Varsovie :

« J'ai reçu de source digne de créance la nouvelle que des préparatifs sont faits par les Allemands en Haute-Silésie en vue d'une mani-

festation contre les troupes d'occupation de l'Entente, dans le but de démontrer que la population allemande ne peut pas se faire à l'idée de perdre tout ou partie de cette région au moyen d'un plébiscite.

Cette manifestation prendra la forme d'une insurrection, et les forces nécessaires seront organisées par des officiers spécialement désignés dans ce but avec la connivence du ministère des affaires étrangères et du ministère de la défense.

On se servira des associations militaires (Kriegsvereine), d'autres sociétés patriotiques et des éléments de la population civile sur lesquels on peut compter.

Des instructions ont été données pour l'organisation de ces forces insurrectionnelles par districts. Des armes et des munitions sont placées dans des endroits commodes, comme les bois et les usines »

— Les bolchevistes menacent.

Selon des informations du *Morning Post*, de nouvelles troupes bolchevistes arrivent sur le front de Dunabourg. Cette information a été donnée au correspondant du *Morning Post* par la plus haute autorité militaire possible. L'état-major général n'étudie plus, comme il y a quinze jours, des plans pour une grande offensive contre les bolchevistes. Il s'occupe maintenant, presque entièrement, d'un plan défensif.

On ne s'attend pas à une attaque immédiate. Quelques semaines devront s'écouler avant que Trotzky puisse concentrer contre la Pologne les forces qui étaient engagées contre les armées volontaires.

— Les pogroms en Pologne.

Le *Malin* publie la notice suivante :

« Nous apprenons de Washington que l'ambassadeur Morgenthau a publié un rapport sur le voyage qu'il avait fait en Pologne pour enquêter sur les massacres des juifs.

Ce rapport est extrêmement modéré. M. Morgenthau constate que les informations parues sur les pogroms juifs en Pologne, et qui annonçaient des milliers de victimes, étaient très exagérées. En réalité, 268 juifs ont péri, et ce dans la zone des armées, au cours de combats de rues, ou par suite d'émeutes déchainées par des éléments irresponsables.

M. Morgenthau estime qu'il n'y a que très peu d'antisémitisme en Pologne dû à des différences de races et de religions. Il y a, tout au plus, lutte économique. En concluant, l'ambassadeur américain exprime l'espoir que les autorités polonaises sauront, par un ensemble de mesures, amener la réconciliation entre la majorité polonaise et l'importante minorité juive. »

Un apôtre du germanisme en Pologne.

Le fameux von Cleinow, directeur du bureau de la presse allemande à Varsovie lors de l'occupation, déclare, dans son organe *Le Grenzboten*, qu'il déménage en Pologne afin de travailler au rapprochement polono-germanique et de défendre la minorité allemande sur les terres polonaises.

Herr von Cleinow, vu ses mérites pendant l'occupation, peut être sûr d'un très mauvais accueil.

— Le typhus et la peste.

Le *Times* confirme des nouvelles désastreuses sur la propagation du typhus et de la peste en Pologne.

« La Pologne et qui plus est toute l'Europe sont menacées par une épidémie de maladies infectieuses qui s'avancent de Russie vers l'ouest. Le typhus sévit dans toute la Galicie orientale et est devenu déjà épidémique à Cracovie.

Les autorités roumaines ont notifié l'apparition de la peste à Chocim, sur le Dniester, près de la frontière galicienne, et ont fermé leur frontière.

Les Polonais rapatriés qui viennent d'arriver annoncent que le typhus et diverses maladies contagieuses sévissent partout en Russie. Un médecin polonais qui a exercé à Smolensk jus-

qu'au 18 décembre me dit que, d'après les statistiques officielles bolcheviks, il y a eu 1.300.000 cas de typhus en Russie pendant les six mois qui se sont écoulés entre septembre 1918 et mars 1919, et que pendant les derniers mois de 1919 les cas de cette maladie ont augmenté de 50 %. La variole est également très fréquente. Quand ce médecin est parti de Smolensk, on y prenait des précautions contre la peste, qui est signalée en Russie. »

— L'origine du grand chef des troupes bolcheviks.

Les journaux russes nous informent que, à la tête des troupes bolcheviks en Sibérie, qui ont si fortement secoué dernièrement l'armée du général Koltchak, se trouve le fameux Général von Evert, un des plus humbles serviteurs du tsarisme.

Le Général von Evert, boche d'origine, en 1914, était commandant d'une partie du front occidental russe en Pologne. Outre la haine qu'il avait déchainée contre lui parmi les hommes qu'il commandait, il était considéré, même dans les milieux russes, comme le serviteur de la cause allemande. C'est à lui qu'on a attribué la défaite russe en octobre et novembre 1914, dans les environs de Lodz, lorsque l'armée de 400.000 hommes, avec le Grand-duc Nicolas, faillit être cernée.

Aujourd'hui, ce fameux réactionnaire tsariste, serviteur de Guillaume, est à la tête de l'armée bolchevik.

Levée du blocus

Le Conseil suprême vient de décider de donner aux coopératives russes, dont le siège est à Moscou, et dont les délégués sont à Paris, toute facilité pour organiser l'importation des produits nécessaires au peuple Russe, en échange des céréales et différents produits dont, selon le Conseil suprême, la Russie, à ce qu'il paraît, regorge.

En réalité, c'est, sous couleur de retour à la fameuse proposition du docteur Nansen, la levée du blocus de la Russie et peut-être même, l'entrée indirecte dans les pourparlers avec le gouvernement soviétiste.

La Presse anglaise émet son opinion de la façon la plus précise.

Le *Times* écrit textuellement :

« La décision du Conseil suprême signifie que l'on a en vue la levée du blocus et la reconnaissance indirecte du gouvernement des Soviets. Elle indique, quoi qu'en disent les termes du communiqué, un changement fondamental dans la politique des Alliés ; elle implique une invitation à tous les Russes de se soumettre au gouvernement des Soviets, par l'intermédiaire duquel il leur serait seulement possible de traiter avec les Alliés. On peut en dire autant de la reconnaissance par les Alliés des républiques de Géorgie et d'Azerbaïdjan, que l'on refusa avec obstination à Koltchak et à Denikine, quand elle aurait pu raffermir leur pouvoir. Ceux qui ont pris cette décision n'ont donc pas réfléchi qu'elle serait interprétée par les loyalistes russes comme une invitation à s'enrôler dans les forces rouges dans l'espoir de restaurer l'intégrité de la Russie, fût-ce, faute de mieux, sous la domination des Soviets. »

Le *Daily Chronicle* semble abandonner complètement toutes les combinaisons avec les Denikine et Koltchak :

« Le mieux, maintenant, serait d'obtenir une paix satisfaisante avec la Russie si la chose était possible. Aucune paix ne serait satisfaisante si elle n'assurait pas l'indépendance, la sûreté et des frontières convenables à cette chaîne de

nouveaux Etats-frontières qui se sont formés de la Finlande aux rives de la Mer Noire, car l'édifice de la nouvelle Europe repose essentiellement sur leur existence. La paix devrait également assurer la sécurité de l'Arménie et du Caucase et fournir des garanties contre toute ingérence en Perse et en Afghanistan.

Peut-être une semblable paix n'est pas possible, mais on pourrait tout de même essayer. »

LA POLOGNE ET LA FRANCE

M. le Chef de la République polonaise a fait parvenir à M. le Président de la République le télégramme suivant :

*A S. Ex. Monsieur Raymond Poincaré,
Président de la République française, Paris.*

Heureux de voir l'œuvre de la paix consacrée définitivement par l'échange des ratifications, je m'empresse de vous exprimer, Monsieur le président, mes plus vives et sincères félicitations ainsi que mes vœux ardents pour la prospérité de la France.

La Pologne ressuscitée grâce à l'héroïsme de toute la nation française gardera une reconnaissance inaltérable de l'appui que la France n'a cessé de lui prodiguer dans la réalisation de son idéal national et demeurera en étroite union avec les puissances alliées, la gardienne fidèle de la liberté, de la civilisation et du progrès.

PILSUDZKI, chef d'Etat.

Le président de la République a répondu :

*S. Exc. Monsieur Pilsudski,
président de la République polonaise, Varsovie.*

Je vous remercie, Monsieur le président, des félicitations et des vœux que vous voulez bien, au nom de la Pologne, adresser à la France. Mon pays, dont les sympathies pour le vôtre ne se sont jamais refroidies, a été heureux de contribuer, avec les puissances alliées, à la réparation d'une des plus grandes injustices de l'histoire. Il n'était pas possible qu'une guerre, déchainée par la violence et terminée par la victoire du droit, n'amenât point la résurrection de la Pologne et la restauration de vos libertés. La France souhaite à votre noble nation un long avenir de paix et de prospérité.

RAYMOND POINCARÉ.

Le Chef d'Etat sur le front Volhynien

Retour du front volhynien, où il est allé féliciter les troupes alliées qui luttent contre les bolcheviks. M. Pilsudski s'est arrêté à Lublin, où le chef de l'Etat a reçu un accueil chaleureux. La ville fut pavoisée et illuminée, et plusieurs banquets ont été organisés en l'honneur de l'armée polonaise et de son chef suprême.

Prenant la parole à une de ces manifestations, M. Pilsudski a exalté l'union sacrée de toute la nation en face du péril bolcheviste :

« Comme chef de l'Etat, a-t-il dit, je ne représente aucun groupe, aucun parti et je n'ai pas de prédilection spéciale pour telle ou telle ville. Je suis le chef de toute la nation et toutes ses classes me sont également chères. Toutes, elles doivent collaborer au bonheur de la patrie. Devant la Pologne, une question se pose, avant tout. Sera-t-elle une puissance égale aux grands Etats occidentaux ? Ou bien ne formera-t-elle qu'un petit pays ayant besoin de l'aide et de la protection d'autrui ? La Pologne n'a pas répondu à cette question, mais elle est en train de subir son examen de grand Etat. Chacun de nous doit contribuer à la grandeur et à la prospérité de la République polonaise. C'est son devoir unique et le plus sacré ! Nous le devons aux générations futures si nous tenons vraiment à leur laisser une patrie florissante et heureuse et si nous voulons que la République polonaise soit non seulement la plus grande puissance militaire, mais aussi la plus grande puissance civilisatrice à

L'Est. Telle doit être la Pologne si elle résiste aux grands cataclysmes que traverse l'humanité.

« Nous sommes en guerre ! Et en temps de guerre aucun sacrifice n'est trop cher, aucun effort n'est superflu. Lorsqu'il s'agit des confins de notre patrie, nous devons consentir à tous les sacrifices et faire abnégation de nos idées et convictions les plus chères. Je suis sûr que tout Polonais fera volontiers son devoir bien qu'il soit lourd et dangereux. Il nous faut sauver notre liberté ! Il nous faut l'asseoir sur des bases solides et durables. C'est pourquoi l'union entre nous tous domine actuellement tous les autres problèmes. Cette union doit être étendue sur nos voisins auxquels nous devons tendre une main fraternelle, une main conciliante. Aucune divergence ne doit plus exister et personne n'a le droit aujourd'hui de rester intransigeant et entêté. Seule, cette union, scellée aux grandes heures historiques, donne la force indispensable pour venir à bout des difficultés qui se dressent devant un grand Etat. L'avenir est à ceux qui ont la force d'oublier les anciennes divergences, les anciennes haines et scissions, en un mot à ceux qui ont la force de céder aux circonstances et de faire des compromis héroïques ! »

S. A.

PAUL ADAM

Paul Adam est mort ! C'est une perte douloureuse pour la littérature française et c'en est une non moins grande pour la Pologne. Cet illustre écrivain français était un des plus ardents défenseurs de notre cause dans les heures mêmes où on préférerait la considérer comme une cause perdue.

En novembre 1915, Paul Adam écrivait textuellement dans les colonnes de notre revue :

« Je crois nécessaire aux principes de la Justice internationale en Europe — qu'après cette longue guerre la Pologne soit ressuscitée toute entière de la Bukovine à la Baltique, en comprenant tout le bassin de la Vistule avec la liberté absolue de ses races et de leurs idées. »

ÉCHOS

◊ Ambassade de France en Pologne.

Le gouvernement français, voulant donner une preuve de plus de l'intérêt qu'il nous porte, vient de transformer la Légation de France à Varsovie en Ambassade. Le poste d'ambassadeur de France en Pologne sera confié à M. Saint-Aulaire, représentant actuel de la République à Bucarest. M. Pralon, ministre de France à Varsovie, sera désigné comme chef de la Légation à Christiania.

Vu l'importance des affaires politiques dont Varsovie deviendra peu à peu le centre, ce changement s'imposait depuis la proclamation de l'Indépendance de la Pologne. Ce n'est pourtant pas sans un certain regret que nous voyons le départ de M. Pralon dont nous avons pu apprécier, à ce poste difficile, les éminentes qualités. M. Pralon, pendant son court séjour à Varsovie, a su gagner la considération générale, prouvant maintes fois sa grande et sincère amitié pour notre pays.

◊ Légion d'Honneur.

Parmi les chevaliers de la Croix de la Légion d'Honneur de la dernière promotion, nous trouvons le nom de notre cher et grand ami de la Pologne, éminent publiciste, écrivain français, M. Ary Leblond. Comme cette promotion était précédée il y a quelques mois par celle de M. Maurice Leblond, nous nous réjouissons de voir les œuvres des frères Leblond ainsi honorées.

Notre collaborateur et excellent ami, M. Casimir Woznicki, directeur de l'Agence polonaise de presse, vient d'être nommé Chevalier de la Légion d'Honneur.

M. J. Wielowiejski, délégué du Comité National Polonais, vient de recevoir la croix de Commandeur de la Légion d'Honneur.

DANTZIG

Le premier paquebot polonais-américain vient d'arriver au port de Dantzig avec dix locomotives et 6.000 tonnes de différentes marchandises. Ce paquebot « Kosciuszko » est un des deux paquebots qui avaient été achetés par la Compagnie polono-américaine de navigation, Compagnie dernièrement créée à New-York.

La société danoise de navigation « *Det forenede Dampskibsselskab* » vient d'organiser le service, régulier entre Copenhague et Dantzig par le paquebot « Moskow ».

Chronique financière

L'activité dont fait preuve, depuis l'été dernier, la Bourse de Paris ne se dément aucunement. Après une courte éclipse de décembre, due uniquement aux liquidations de fin d'année et un peu aussi à l'émission d'obligations du Crédit National, les transactions sont redevenues très importantes et ont englobé presque tous les compartiments. Il est certain que la réouverture du marché à terme y a été pour beaucoup ; d'autre part, cependant, le fait même, qu'à peine ce marché recommencé, la spéculation s'y est précipitée d'une manière vraiment impressionnante, prouve surabondamment qu'il a correspondu à une nécessité absolue. L'esprit spéculatif ne perd jamais ses droits ; aujourd'hui, plus que jamais, toutes les prévisions sont autorisées. D'immenses problèmes sociaux, économiques et politiques sont à résoudre. Comment, de quelle manière vont-ils être résolus ? C'est le secret de l'avenir et la spéculation, prenant audacieusement les devants, cherche à le dérober, au gré de sa fantaisie, de sa bonne ou mauvaise humeur, de ses desirs — qu'elle prend trop souvent pour la réalité —. Cette semaine, elle s'est exercée surtout sur les valeurs industrielles russes, auxquelles sont liés tant de bons — et de mauvais — souvenirs. L'annonce de la fin du blocus a amené un torrent d'achats, et les vendeurs à découvert qui s'étaient attardés sur ce compartiment ont, par leurs rachats précipités, contribué à la hausse. — L'action *North Caucasian Oil*, favorisée par la belle tendance des pétroles, a été particulièrement en vedette : de 55 elle a monté à 75, en attendant, dit-on, des cours beaucoup plus élevés. L'action *Platine* a monté de 665 à 750 ; des rumeurs très favorables circulent également au sujet de cette valeur, sûrement une des meilleures dans le groupe russe. Les fonds russes se sont ressaisis : le *Consolidé* à 38, le *4 1/2 % 1909* à 41.

Les valeurs de Naphte ont été plus calmes, tout en restant fermes. La *Shell Transport* vaut 660, la *Royal Dutch* 42.000. Ces titres sont à surveiller et il est certain que leur hausse n'a pas dit son dernier mot.

Il en est de même pour les valeurs mexicaines : notamment la *Dos Estrellas* et la *Camp Bird* ; les hauts prix de l'argent métal rendent ces deux titres particulièrement intéressants.

Les valeurs polonaises ont été recherchées.

L'action *Tubes de Sosnowice* a monté à 480, les *Charbonnages de Sosnowice* à 1.170, *Czeladz* à 1.800, *Huta Bankowa* à 1.740.

L'action *Pétrole de Boryslaw* reste en bonne tendance à 220, en attendant l'augmentation de capital.

Les obligations *Ville de Varsovie* ont vivement monté de 90 à 103 ; la dépréciation de ce titre, coté 250 avant la guerre, est due uniquement à la dépréciation du change.

Le marc polonais oscille aux environs de 40 cent.

Paul LANDOWSKI.

LIVRES NOUVEAUX

Clunet, 1919, 46^e année (4^e-5^e livr.). — Traités de paix et intérêts privés : contrats entre ennemis (Ed. Clunet) — Extradition de Guillaume II et la Hollande (Simons). — Délit de recel en droit international : Le Clech). — Accession à la qualité de Français des indigènes d'Algérie (Audinet). — Statut arménien du mariage et du divorce (Poulgy). — Cours mixtes en Chine (Sun Ling). — Etrangers et bénéfices de guerre et impôt sur le revenu (fin) [Wahl]. — ANALYSES ET EXTRAITS. — Les sujets ennemis aux Etats-Unis (Hershey et Cluzel). — Les étrangers en Suisse (naturalisation, séjour, etc.) [G. R.]. — La loi allemande (Delbruck) et la nationalité américaine (Hershey et Cluzel). — Condition juridique en France des anciennes sociétés commerciales d'Alsace et de Lorraine (Couturier). — QUESTIONS PRATIQUES. Contrat ; Nationalité ; Commerce avec l'Allemagne ; Séquestre, etc. — JURISPRUDENCE. France (Assistance maritime, Assurance maritime, Commerce avec l'ennemi, Divorce, Intelligences avec l'ennemi, Nationalité, Naturalisation (déchéance de), Prisonnier de guerre, Séquestre, etc. Allemagne. Angleterre. Belgique. Chine. Italie. Suisse. — CONGRÈS, CONFÉRENCES, ASSOCIATIONS, ARBITRAGES, ORGANISMES INTERNATIONAUX. — DOCUMENTS (Guerre et paix). — FAITS ET INFORMATIONS (Guerre et paix). — BIBLIOGRAPHIE. — Un an : 30 fr. ; étr. : 35 fr. (Marchal et Godde, libr., 27, place Dauphine, Paris.)

Parfumerie CHIMÈNE

MAISON POLONAISE

17 bis, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie

Téléph. Passy 33-59

PARFUMS EN VOGUE

Exportation dans tous pays

Laboratoire à Neuilly-sur-Seine

En vente à la Revue « Polonia »

- 1) Résumé de l'Histoire de Pologne, par V. Gaszlowtt ; 1 fr. 50 ; franco, 1 fr. 80.
- 2) Album des Polonais dans l'Armée française, 1914-1916, 216 illustrations inédites ; 6 fr. ; franco, 6 fr. 80.
- 3) La Pologne immortelle, édition de la Revue *l'Art et les Artistes*, 154 illustrations ; 7 fr. ; franco, 7 fr. 50.
- 4) La Conscience Nationale, par le professeur W. Lutoslawski ; 1 fr. ; franco, 1 fr. 20.
- 5) Pour la Pologne, par Georges Berthoulat, sénateur ; 1 fr. ; franco, 1 fr. 20.
- 6) La France pour la Pologne, Enquête de la Revue « Polonia » ; 4 fr. ; franco, 4 fr. 30.
- 7) Montluc, un agent électoral modèle, par Alexandre Schurr ; 1 fr. 25 ; franco 1 fr. 45.
- 8) La Pologne, par M. Gabriel Scailles ; 0 fr. 40 ; franco, 0 fr. 60.
- 9) La mission de la Femme slave, par Halka Dueraïne ; 1 fr. 75 ; franco, 1 fr. 95.
- 10) La Pologne, son long martyre, par M. A. Augustin Rey, 0 fr. 75 ; franco 0 fr. 95.
- 11) Sur la Pologne, par Lacour-Gayet, 1 fr. 50 ; franco, 1 fr. 70.
- 12) Une mission diplomatique en Pologne au XVII^e siècle, par Anne-Marie Gaszlowtt ; 1 fr. 75 ; franco, 1 fr. 95.
- 13) L'Effort vital de la Pologne contemporaine, par M. Noir et Z. L. Zaleski ; 1 fr. ; franco, 1 fr. 20.
- 14) L'Affaire de Thorn, par Alfred Melon ; 1 fr. ; franco, 1 fr. 20.
- 15) La Politique nationale, par W. Lutoslawski ; 1 fr. ; franco, 1 fr. 20.
- 16) L'Etat National, par W. Lutoslawski ; 1 fr. franco, 1 fr. 20.
- 17) Carte ethnographique de la Pologne et des pays limitrophes ; 3 fr. 25 ; franco, 3 fr. 50.
- 18) Cours de langue polonaise, pour les Français ; 4 fr. 50 ; franco, 5 fr.
- 19) Manuel de la Langue française à l'usage des Polonais, par Iza Zielinska ; 3 fr. 50 ; franco, 4 fr.
- 20) Vocabulaire Français-Polonais et Polonais-Français reliés séparément, chaque volume 2 fr. 50 ; franco, 3 fr. ; les deux reliés ensemble, 6 fr. ; franco, 6 fr. 60.
- 21) Vocabulaire militaire Français-Polonais, par le capitaine W. Gasiorowski ; 3 fr. 50 ; franco, 4 fr.
- 22) L'Hymne national polonais, musique et paroles ; 0 fr. 50 ; dix exemplaires 4 fr.
- 23) La Varsoviennne, paroles de Casimir Delavigne ; 1 fr. 50 ; franco, 1 fr. 80.

OD WYDAWNICTWA

Polonia rozpoczyna rok szósty swego istnienia.

Po półtorarocznej przerwie, spowodowanej niezależnymi od nas warunkami, wracamy do opuszczonego warsztatu pracy, wracamy pełni nowych sił, energii i wiary w doniosłość naszej placówki.

Wznawiamy **Polonię** bez niczyjej pomocy, ufni, że, jak przed laty tak i tembardziej teraz, zdobędziemy sobie poparcie nie tylko rozsianych na całym Zachodzie Rodaków, lecz i całego polskiego społeczeństwa.

Trwające jeszcze trudności w komunikowaniu się z Krajem, zniewalają nas, chwilowo, do uczynienia zadość najbardziej palącej potrzebie informowania o tem, co się na Ziemiach naszych dzieje. W miarę jednak, gdy czasopisma krajowe, będą żwawiej i pewniej docierały do nas, wyrzekniemy się wszelkiej myśli o konkuroowaniu z nimi i rozwiniemy w całej pełni nasz właściwy program, który polegać będzie na uświadamianiu opinii francuskiej w szczególności, a zachodnioeuropejskiej wogóle, co do spraw i kwestji polskich, na oddziaływaniu na utrwalenie politycznych i cywilizacyjnych węzłów, łączących nas z tym Zachodem, na odzwierciadlaniu życia skupisk polskich we Francji, Belgji, Angji i Szwajcjarji, nareszcie na przyczynianiu się do rozkwitu umysłowego Najjaśniejszej Rzeczypospolitej.

Będziemy krzewicielami, jak podotąd, zgody i jedności. Będziemy pragnęli Polski silnej, możnej ale i dążącej szybko ku rozwojowi cywilizacyjnemu, ku poszanowaniu Praw Człowieka i Obywatela.

WIEKOPOMNE DNI

Na ziemiach polskich, przyznanych nam przez traktat wersalski a będących, do ratyfikacji rzezonego traktatu, we władaniu pruskim, dokonywują się wiekopomne akty objęcia tych ziem przez wojska i władze polskie.

Na murach Torunia powiewają już polskie chorągwie. Ludność, na powitanie upragnionego wojska, wzniosła trzydzieści bram tryumfalnych. Armja nasza dąży wprost na Pomorze, witana cokołrokami i łzami radości.

Niemcy w niektórych miejscowościach zachowują się względnie przyzwoicie. Niemiecka rada ludowa wystosowała do *Ostdeutsche Presse* list otwarty, z powodu oddania Polsce Ziemi Bydgoskiej, mówiąc dosłownie:

«Musimy zachować trzeźwość i jasność umysłu, nie powinniśmy myśleć o przedsięwzięciu czegokolwiek przeciwko temu państwu, którego stajemy się obywatelami. Nie leży w naszym interesie, ażeby państwo polskie wiodło żywot w stanie chorobliwym. Bezgraniczna nędza, któraby dotknęła innych mieszkańców kraju, dotknęłaby i nas w jeszcze większym stopniu. Jeżeli będziemy uczciwie pracowali przy odbudowie nowego ustroju państwowego, to tem samem oddamy sami sobie największą usługę. Jedynie tylko w takim państwie, w którym panuje prawo i porządek, mogą się rozwijać siły, potrzebne mniejszościom narodowym do utrzymania się i dojścia do dobrobytu.

RZECZPOSPOLITA

— **Przejęcie sądownictwa w Wielkopolsce.** W dniu 6 stycznia, przedstawiciele departamentu sprawiedliwości byłej dzielnicy pruskiej złożyli przysięgę z okazji przejęcia sądownictwa przez Rząd polski. Podotąd w Wielkopolsce działały jeszcze sądy niemieckie.

— **Nazajutrz po tym historycznym akcie,** który się odbył w Poznaniu, na zamku królów pruskich, w Berlinie, przed notariuszem niemieckiego Banku Rzeszy, nastąpiło przeniesienie własności wszystkich gmachów tej instytucji, położonych w Poznańskim i Prusiech zachodnich, na Polską Kasę pożyczkową w Warszawie.

— **Ministerjum spraw wewnętrznych** podzielone będzie na cztery sekcje: 1) ogólną, 2) administracyjną, 3) bezpieczeństwa publicznego i prasy, 4) samorządową.

Sekcję prawną zniesiono, istniejący przy niej wydział stowarzyszeń przechodzi do sekcji 3-ej. Sekcja I obejmuje 5 wydziałów: prezydyjalny, personalny, inspekcyjno-dyscyplinarny, budżetowo-gospodarczy i kancelaryjny. Sekcja II — 5 wydziałów: organizacyjny, administracji stosunków osobistych, wojskowy, admin.-karny, aprowizacyjny. Sekcja III — 4: bezpieczeństwa, stowarzyszeń, prasowy, policji, Sekcja IV — 5: samorządu miejskiego, samorządu powiatowego, samorządu gminnego, finansowo-budżetowy, komunalnych kas oszczędności. Szefami sekcji będą: I p. Stefan Iszkowski, II p. Konstanty Lenc, III p. Stefan Urbanowicz, IV, p. Konstanty Sienkiewicz.

— **Ustalenie stosunku marek polskich do koron.**

Minister Skarbu wydał rozporządzenie następujące, które ogłasza «*Monitor*».

Na podstawie art. 4 Ustawy Polskiej Krajowej Kasy Pożyczkowej, z dnia 7-go grudnia 1918 r., (Dz. Pr. Nr. 19 z dnia 14 grudnia 1918 r., poz. 56), ustanawia się co następuje:

Art. 1. Dla wpłat oraz wypłat rządowych (na okres czasu, poczynając od dnia wejścia w życie niniejszego rozporządzenia, aż do nowego w tej sprawie rozporządzenia) ustala się dla tych obszarów Państwa Polskiego, w których korona pozostaje prawnym środkiem płatniczym, stosunek marki polskiej do korony jako 100 kor. = 70 mk. pol.

Art. 2. Z dniem wejścia w życie niniejszego rozporządzenia, wszelkie wypłaty, dokonywane przez organy rządowe, mogą być uskuteczniane, jak w koronach, tak również i w markach polskich, według kursu, ustalonego w art. 1.

Art. 3. Wszelkie, wpłaty do kas rządowych mogą również być uskuteczniane, jak w koronach, tak i w markach polskich, według kursu, ustalonego w art. 1, o ile poprzednio nie został ustalony inny kurs przeliczania.

— **Sejm ustawodawczy** zniósł książeczki służbowe i robotnicze.

— **P minister skarbu,** Władysław Grabski, oświadczył, że straty, jakie poniosą urzędnicy i pracownicy państwowi, wskutek wypłat w Małopolsce i w b. okupacji austriackiej pensji i płac w markach, będą pokryte w całości przez dodatki specjalne.

— **Województwa.**

Wojewoda warszawski, p. Wład. Sołtan, objął już urządowanie. Biura województwa mieszczą się tymczasowo w gmachu ministerjum spraw wewnętrznych. Urzędnicy załatwiają od kilku dni sprawy bieżące.

Województwo łódzkie, na czele którego stanie wojewoda p. Kamiński, rozpocznie swą działalność d. 15 b. m.

W ministerjum spraw wewnętrznych czynione są starania, by do końca b. m. uruchomić wszystkie inne województwa.

— **Związek miast polskich.**

W Warszawie odbył się zjazd przedstawicieli Związku miast. Podczas kilkodniowych obrad powzięto szereg, bardzo ważnych dla rozwoju miast naszych uchwał. Sprawę wyborów do zarządu załatwiono kompromisowo. Przeszła lista następująca:

Członkowie zarządu: Emil Bobrowski, Kraków; Czesław Brzeziński, Warszawa; Marcell Chlantaec, Lwów; Herman Diamand, Lwów; Jarogniew Drwęski, Poznań; Piotr Drzewiecki, Warszawa; Jan Federowicz, Kraków; Stanisław Hirszel, Warszawa; Rajmund Jaworowski, Warszawa; Stanisław Kalinowski, Warszawa; Ludwik Kern, Łódź; Mojżesz Körner, Warszawa; Adam Mrozowski, Ostrowiec; Stanisław Nowak, Częstochowa; Aleksander Rzewski, Łódź; Artur Sliwński, Warszawa; Teodor Teplitz, Warszawa; Tadeusz Tortil, Tarnów; Stanisław Tur, Warszawa; Józef Zawadzki, Warszawa; Józef Zieliński, Warszawa.

Zastępcy członków zarządu: Justyna Brudzińska-Tylicka, Warszawa; Całun, Sosnowiec; Franciszek Foryś, Radom; Lucjan Kobylecki, Warszawa; Tomasz Kostuch, Kielce; Edmund Koślacz, Siedlce; Stanisław Nowodworski, Warszawa; Czesław Szczepański, Lublin.

Komisja rewizyjna: Mieczysław Jankowski, Warszawa; Józef Kostrzewski, Przemyśl; Mieczysław Michalski, Kalisz; Wacław Raniecki, Ciechanów; Jan Wallas, Piotrków.

— **Zmniejszenie ilości świąt.** Wezwanie, jakie ogłosiła «*Liga pracy*», nawołując do zmniejszenia liczby świąt, celem spotęgowania naszych zdolności wytwórczych, znalazło pierwszy odzew w zarządzie m. Warszawy.

Magistrat rozważał tę sprawę na posiedzeniu i, w zastosowaniu się do nowego kodeksu prawa kanonicznego, ustalił, że, poczynając od 1 stycznia 1920 r., będą obserwowane przez magistrat m. st. Warszawy następujące dni świąt kościelnych: wszystkie niedziele w roku, święto Narodzenia J. Chr., Nowego Roku, Trzech Króli, Wniebowstąpienia, Bożego Ciała, Niepokalanego poczęcia, Wniebowzięcia N. M. P., Apostołów św. Piotra i Pawła i Wszystkich Świętych.

Wobec tego postanowienia, w r. 1920, odbywać się będzie normalna praca instytucji miejskich w następujące dni, które dawniej obserwowano jako święta: 2 lutego Oczysz. N. M. P., 25 marca Zwiastow. N. M. P., 5 kwietnia II dzień Wielkiej Noey, 8 maja św. Stanisława, 24 maja II dzień Zielonych Świąt i 8 września Narodz. N. M. P.

— **Prawo małżeńskie.**

«*Na ogólnem zebraniu klubu pol. k. post. w. d. 13 b. m. przy licznych udziale członków, pod przewodnictwem prezesa klubu, dr. Brudzińskiej-Tylickiej, mecenas Hlasko referował o prawie małżeńskim, dając pogląd historyczny i społeczny na tę ważną i aktualną sprawę w b. Król. Polsk.*

Po ożywionej dyskusji, w której zabierały głos kandydatka praw, p. Wiewiórska, p. Szczawińska, dr. Brudzińska-Tylicka i inne, — jednomyślnie powzięto następującą rezolucję

Zważywszy, że prawo małżeńskie, dotychczas obowiązujące b. Król. Polsk., nie odpowiada nowoczesnym wymaganiom życia;

że ograniczenia i wielkie trudności, stawiane przez to prawo są często źródłem nieszczęść rodzinnych;

że wspólne pożycie małżonków pod presją prowadzi często do niemoralnych czynów;

że oczekiwanie rozwiązania tej naglącej sprawy, drogą opracowania nowego kodeksu, wymaga długiego czasu —

Klub polit. kobiet postęp., na ogólnym zebraniu w dniu 3 stycznia 1920 r., uchwała :

1. Zwrócić się do sejmowej komisji prawnej, aby sejm niezwłocznie uchwalił nowelę do prawa małżeńskiego, domagającą się przywrócenia artykułów kod. cyw. Pol. z 1825 r., który przekazuje sądowi cywilnemu wszystkie sprawy unieważnienia, separacji i rozwiązania małżeństw wszystkich obrzędów ;

2. rozszerzyć na b. Król. Polskie, istniejące obecnie w Małopolsce i Wielkopolsce, śluby cywilne ;

3. przekazać prowadzenie ksiąg stanu cywilnego, urodzeń, zgonów i ślubów wyłącznie urzędowi cywilnemu .»

— **Katastrofa węglowa.** Ziemię polską przeżywa w tej chwili istną katastrofę węglową. Warszawa, Kraków i inne miasta cierpią nie tylko na brak opału, lecz nawet gazu i elektryczności. Rząd dla złagodzenia ciężkiego położenia na chwilę najbliższą zmuszony był wydać rozporządzenie wstrzymania ruchu pasażerskiego na okres dwutygodniowy, ograniczenia używania opału i światła w lokalach publicznych, w szczególności rozrywkowych, i poczynić kroki celem zwiększenia dostawy drzewa.

Przeżytną bezpośrednią katastrofą jest, z jednej strony, strejk kolejowy na Górnym Śląsku a z drugiej trudności, czynione przez naszych « pobratymców » Czechów w dostawie węgla karwińskiego. Nadto, do tego opłakanego stanu przyczyniła się niepomalu okoliczność potrzeby nagromadzenia zapasów dla wojska polskiego, udającego się do Prus zachodnich i Pomorza.

— **Kryzys drukarski,** który tyle szkody przyczynił już w naszej stolicy, dotknął w tej chwili Kraków. Drukarze wypowiedzieli, przyjęty niedawno i bardzo wygórowany, cennik i postawili nowe żądania, stoprocentowej podwyżki. Żądania te zaskoczyły wydawnictwa dziennikarskie, które, pragnąc dotrzymać swych zobowiązań wobec abonentów, musiały, po przyjęciu tych wygórowanych do ostateczności żądań (podpisano podwyżkę 90 proc.) podnieść bardzo znacznie cenę prenumeraty i poszczególnych numerów. W następstwie tego podwyższenia ceny, przewidywane jest zawieszenie kilku słabiej finansowo ugruntowanych wydawnictw. Ponieważ drukarnie akcydensowe, nie drukujące czasopism, nie przyjęły nowego cennika, więc w 11 drukarniach wybuchło bezrobocie, które zapowiada się na czas dłuższy. Ucierpi na tem przedewszystkiem i najbardziej kultura umysłowa.

NOWINY POLITYCZNE

— **Zdobycie Dyneburga.** « *Dziennik Wileński* » w następujący sposób ocenia zajęcie Dyneburga. « Pod względem wojskowym, posiadanie tak potężnego przyczółka mostowego na prawym brzegu Dźwiny, jakim jest Dyneburg, zapewnia nam dopiero linię tej rzeki i stanowi potężny puklerz dla całego kraju, oraz jego stolicy, Wilna, za którym bezpiecznie już możemy wyczekiwać dalszego rozwoju wypadków. Nie mniejsze jest znaczenie polityczne tego faktu, gdyż Dyneburg w naszych rękach przecina stanowczo komunikację pomiędzy Moskwą a Niemcami, która dotychczas odbywała się przy jawnej lub tajnej pomocy litwinów, odgrywających rolę konduktora. Jednocześnie zyskaliśmy bezpośredni kontakt z naszymi młodymi sprzymierzeńcami, Łotwą i Estonją. »

— Wybory w Gdańsku.

Korespondent *Kurjera Poznańskiego* z Gdańska donosi, że wynik tamtejszych wyborów do rady miejskiej jest dla polaków « zadowalający », chociaż nie odpowiada on oczekiwaniom optymistów, ani też rzeczywistej liczbie ludności polskiego pochodzenia i znającej jeszcze język polski. Np. ze służby domowej, która z dawien dawna w Gdańsku przeważnie z Kaszub napływa, bardzo mało osób wzięło udział w wyborach, a jeszcze mniej głosowało na listę polską, o której może nawet nie wiedziało.

Położenie polaków na ogół jest dosyć trudne.

« Otóż rząd polski — pisze korespondent — powinien wejść w jaknajściślejszy kontakt z ludnością polską w Gdańsku, ale dotychczas żadnego zbliżenia się pomiędzy jednym i drugim czynnikiem nie widać. Niedawno odbywały się pertraktacje w Warszawie pomiędzy delegacją gdańskich przemysłowców i kupców a rządem polskim. Rzecz szczególna, że rząd warszawski nie zawezwał do tych pertraktacji żadnego z działaczy polaków w Gdańsku. »

— **Intrygi Czeskie.** Czesi w Ameryce namawiają Słowaków, pochodzących ze Spiża i Orawy, aby wzięli udział w plebiscycie i oddali swe głosy na rzecz Czecho-Słowacji. W tej materji garść wiadomości podaje « *Slovak w America* », donosząc, że tak zwana « Slovenska Liga » wydała dla Słowaków amerykańskich specjalne karty do głosowania. Karty te mają być wypełnione i notarialnie uwierzytelnione. W ten sposób czesi chcą zdobyć dla swej sprawy znaczną liczbę głosów.

— Pogromy na Ukrainie.

Specjalna komisja, która objechała Ukrainę, przygotowała dla konferencji pokojowej dokumenty, stwierdzające, że na Ukrainie urządzono pogromy w 116 miastach, a liczba rodzin żydowskich, przez to zrujnowanych, wynosi 136,215.

OBYWATELSTWO POLSKIE

Komisja konstytucyjna złożyła Sejmowi następujący projekt o obywatelstwie polskim :

W chwili ogłoszenia ustawy niniejszej, obywatelem polskim jest każda osoba, bez różnicy płci, wieku, wyznania i narodowości, która :

1) urodziła się na obszarze Rzeczypospolitej Polskiej, o ile nie służy jej obywatelstwo innego państwa. Dzieci cudzoziemców, urodzone na obszarze państwa polskiego, mają obywatelstwo swoich rodziców ;

2) jest stale osiedlona na obszarze Rzeczypospolitej Polskiej, o ile jej nie służy obywatelstwo innego państwa. Osobę, zamieszkałą w państwie polskim, uważa się w znaczeniu tego artykułu za osiedloną w niem stale, jeżeli :

a) jest zapisana lub ma prawo być zapisaną do ksiąg stałej ludności b. Królestwa Polskiego ;
b) ma prawo swojszczyzny w jednej z gmin na obszarze państwa polskiego, stanowiącym poprzednio część składową państwa austriackiego lub węgierskiego ;

c) miała już przed 1 stycznia 1908 r. z tytułu obywatelstwa niemieckiego, stałe miejsce zamieszkania na obszarze państwa polskiego, stanowiącym poprzednio część składową państwa pruskiego i od tego czasu poza granicami ziem polskich nie miała innego stałego zamieszkania ;
d) była zapisana do gminy miejskiej lub wiejskiej, albo do jednej z organizacji stanowych na ziemiach b. cesarstwa rosyjskiego, jakie wchodziły w skład państwa polskiego.

Obywatele państw innych pochodzenia polskiego, oraz ich potomkowie, zamieszkali w państwie polskim, uznani będą za obywateli państwa polskiego, skoro w urzędzie administracyjnym miejsca swego zamieszkania złożą dowody pochodzenia polskiego wraz z oświadczeniem, że chcą być obywatelami polskimi i zrzekają się obywatelstwa innego państwa.

Obywatelstwo polskie nabywa się : 1) przez urodzenie ; 2) przez uprawnienie, uznanie lub przysposobienie ; 3) przez zamążpójście ; 4) przez nadanie ; 5) przez przyjęcie urzędu publicznego lub przyjęcie do służby wojskowej w państwie polskim.

Nadanie obywatelstwa polskiego nastąpić może na prośbę osoby, pragnącej je uzyskać jeżeli wykaże ;

1) że prowadziła nieposzlakowany tryb życia ;
2) że osiedliła się przynajmniej od 5-ciu lat w granicach państwa polskiego ;

3) że posiada środki utrzymania lub zarobkowania dla siebie i swojej rodziny ;

4) że posiada znajomość języka polskiego.

Małoletni oraz inne osoby, ograniczone w zdolności do działań prawnych, wnoszą prośbę o nadanie im obywatelstwa polskiego przez swych prawnych zastępców.

W wypadkach wyjątkowych, zasługujących na szczególne uwzględnienie, obywatelstwo polskie może być nadane osobom, nie odpowiadającym poszczególnym warunkom z pośród wymienionych w art. 8, zwłaszcza na obszarze b. cesarstwa rosyjskiego, jaki wchodzi w skład państwa polskiego. W żadnym jednak razie obywatelstwo polskie nie może być nadane osobom ukaranym przez sądy za przestępstwa, ponoszącą za sobą ograniczenie praw, dopóki to ograniczenie trwa, tudzież osobom, znajdującym się w stanie upadłości.

Obywatelka polska, która, przez zamążpójście za cudzoziemcem utraciła obywatelstwo polskie, odzyskuje je, jeżeli, po ustaniu tego małżeństwa i osiedleniu się w Polsce, złoży odpowiednie oświadczenie w urzędzie administracyjnym miejsca swego zamieszkania.

Utrata obywatelstwa polskiego następuje :

1) przez zamążpójście za cudzoziemcem ;
2) przez przyjęcie urzędu publicznego lub wstąpienie do służby wojskowej w państwie obcym, bez zgody rządu polskiego ;

3) przez nabycie obcego obywatelstwa.

Osoby, obowiązane do czynnej służby wojskowej, nabyć mogą obywatelstwo obce nie inaczej, jak po wyjednanu na to zezwolenia od ministra spraw wojskowych, w przeciwnym razie, wobec państwa polskiego, nie przestaną być uważane za obywateli polskich.

KORONY

P. W. Trzebiński w *Kurjerze Warszawskim* tak charakteryzuje istotę rozgrywanej się walki między marką a koroną :

Około połowy listopada roku zeszłego, kurs koron na giełdzie warszawskiej zaczął się stopniowo podnosić. Zjawisko to wywołało zdumienie, gdyż, mniej więcej w tym samym czasie, kurs koron nie stemplowanych na wszystkich giełdach świata zaczął się obniżać. Wkrótce jednak przedostały się do wiadomości ogółu różne wieści, wyjaśniające ten pozornie niezrozumiały nastrój zwykłowy dla koron. Oto dość osobliwą drogą : z Warszawy przez Wiedeń do Warszawy kolportowano wiadomość, że b. minister skarbu, p. Biliński, zamierza wymienić korony na marki polskie po kursie 75 fenigów za koronę. Pomimo, że o tem głośno mówiono i pisano, ministerjum skarbu zachowywało w tej sprawie milczenie, które byłoby o tyle usprawiedliwione, o ileby o tych prawdziwych, czy też rzekomych, zamiarach konwersji nikt nie wiedział. Wiedział jednak o nich Wiedeń.

Wkrótce ustąpił p. Biliński. Przypuszczano, że, w łączności z tem ustąpieniem, zachwieje się kurs korony. Istotnie zachwiało się, ale na jeden dzień, poczem znów piąć się zaczął ku górze, doszedł do rzekomo usprawiedliwionej przez zamiary konwersyjne wysokości 15 fenigów, przekroczył ją i, posuwając się coraz gwałtowniejszemi skokami wwyż, doszedł do 96, poczem się nieco obniżył, zapewne na skutek wieści ze źródeł urzędowych o zamiarze emisji asygnat koronowych, o ile się nie powiększy podaż koron drogą naturalną.

Wyśrubowanie kursu koron do takiej wyso-

kości, w ciągu niespełna dwóch miesięcy, podczas których ten kurs na wszystkich giełdach świata się obniżał, wywołało w naszym życiu gospodarczym liczne i bardzo przykre powikłania. Od dwóch miesięcy stale przepłacano wszelkie produkty i wytwory, pochodzące z Małopolski i z b. okupacji austriackiej, przepłacano markami polskimi, pochodzącymi z b. okupacji niemieckiej w Kongresówce i z Wielkopolski. Przepłacanie to doszło do bardzo poważnych rozmiarów, gdyż ostatnio wynosiło przeszło 80 %, wreszcie doprowadziło do tak poważnych zakłóceń życia publicznego, jak częściowe strajki kolejowe w Małopolsce, wynikiem wskutek tego, że kolejarze małopolscy odmawiają przyjmowania pensji w markach po kursie urzędowym, to jest 70 fenigów za koronę. Również brak mięsa, podług wyjaśnień ze strony urzędowej, przypisać należy w znacznej mierze sztuczemu wyśrubowaniu kursu korony.

Jak wiadomo, pewna część kapitału obrotowego, wyrażonego w gotowiznie, szuka lokaty, umieszczenia, bądź w przedsiębiorstwie w postaci akcji, bądź w nieruchomościach w postaci listów zastawnych, bądź też w obligacjach (zobowiązaniach) społecznych (komunalnych). Takiego umieszczenia szukała też wolna gotowizna koronowa, dążąc do oprocentowania kapitału w postaci kuponów lub dywidend.

Gdy jednak rozpowszechniły się pogłoski o zamiarze wymiany koron na marki polskie po kursie 75, to jest prawie o 50 % wyżej od kursu, w pierwszych dniach listopada roku zeszłego, posiadacz gotowizny koronowej powiedział sobie: « Pódcóż mam nabywać za swoje korony walory, które mi dadzą, 4 % jeżeli, w ciągu kilku miesięcy zarobię na tychże koronach 50 %? Skutek tego rozumowania był taki, że niemal cała wolna gotowizna koronowa, zbywająca po zaspokojeniu potrzeb codziennych, pozostała w ukryciu, lub, wyrażając się trywialnie, ale zgodnie z rzeczywistością, została « schowana na pasek ». Rezultat był taki, że wkrótce zabrakło koron, tak samo, jak każdego innego towaru, opanowanego przez « paskarzy ». Ponieważ jednak popyt na korony się nie zmniejszył, zarówno wskutek potrzeb zwykłej wymiany, jak zakupów ze strony rządu, przeto cena koron musiała nieodzwrotnie pójść w górę.

Jak widać z powyższego, drożyzna i brak koron są wywołane sztucznie, gdyż istotna siła nabywcza tej waluty wcale się ani na Węgrzech, gdzie obiegają korony niestemplowane, ani w b. Galicji, ani w b. okupacji austriackiej, w Kongresówce, — nie powiększyła, natomiast zmniejszyła się w sposób zupełnie widoczny na wszystkich giełdach europejskich. Tak, kurs koron w tym samym okresie czasu, w którym podniósł się w Warszawie o 80 %, obniżył, się w Zurychu o niespełna 40 %.

Chciwość spekulacyjna doszła do tego stopnia, że rada miejska Krakowa uznała za stosowne postawić żądanie, aby przy ujednostajnieniu waluty przyjąć koronę za markę, to jest przyjąć kurs, nieosiągnięty dotychczas nawet przez « paskarzy » i spekulantów giełdowych! Cóż oznacza to żądanie? Równa się ono — ni mniej, ni więcej — zapłaceniu osobliwej, potwornej kontrybucji przez Wielkopolskę i znaczną część Kongresówki — Małopolsce. Ponieważ ilość koron w obiegu na ziemiach polskich obliczają niektórzy, wskutek napływu do nas koron z całego świata, na sumę około 12 miliardów, owa kontrybucja wyniosłaby około połowy tej sumy, to jest niespełna 6 miliardów marek polskich! Byłby to, istotnie, niebawala, nigdzie dotychczas niespotykany objaw, wyrażający się w chęci wyeksploatowania jednej dzielnicy kraju przez drugą.

LOSY BYŁEGO KATORŻNIKA

Warszawski « *ROBOTNIK* » zamieszcza pełen humoru feljeton, poświęcony doli i niedoli byłego katorżnika, feljeton zabarwiony nieco partyjnym temperamentem, niemniej go iny uwagi.

Jako były katorżnik Jego Cesarskiej Mości Mikołaja II, jestem dotychczas pozbawiony w Rzeczypospolitej polskiej — « praw i przywilejów », Wprawdzie, po wybuchu rewolucji rosyjskiej, więźniowie polityczni natychmiast otrzymali amnestję. Ale — stało się to w Rosji. Amnestja ta nie obowiązuje Polski. Suwerenny Sejm Rzeczypospolitej dotychczas nie miał czasu zająć się amnestją, zapewne dlatego, że ani enludcy, ani witosiki na katordze nie byli, amnestji więc nie potrzebują. No, a z amnestją dla socjalistów — można naturalnie poczekać.

Jestem tedy dotychczas « pozbawiony praw ». Żona może mnie bezkarnie opuścić, przyjaciele mogą mi nie oddawać pożyczonych pieniędzy; jeżeli umrze mi wujaszek w Ameryce albo ciotka w Rypinie, to ja spadku objąć nie mogę.

Postanowiłem, bądź to bądź, zwrócić się w tej sprawie do ministerjum. Oczywiście, do ministerjum spraw wewnętrznych, bo sprawiedliwość, jak wiadomo, jest nierychliwa, za to sprawy wewnętrzne nie cierpią zwłoki i wszystko załatwiają raz — dwa — trzy (o ile tylko chcą). A miałem i drugą sprawę.

Powiedziałem publicznie na zebraniu: « precz z wyzyskiem! ». Na to wstał p. komisarz policji i oświadczył mi, że zażąda oddania mnie pod sąd na mocy § 129, ponieważ « precz z wyzyskiem! » znaczy niewątpliwie: dążenie do obalenia istniejącego w państwie ustroju społecznego.

Złakłem się nie na żarty: wprawdzie, jako b. katorżnik, jestem « pozbawiony praw i przywilejów », ale nie przywileju — ponownego siedzenia w więzieniu.

Postanowiłem tedy pójść do ministerjum, wyplakać się p. ministrowi w kamizelkę, zwłaszcza, że go znałem z dawnych « dobrych » czasów jako tow. Edmunda, ze wszech miar na mocy § 129, a jeszcze lepiej § 102, nadającego się do katorgi.

O postanowieniu swoim powiedziałem żonie. Lecz ta, ku memu niepomiernemu zdziwieniu, zbladła jak trup, zachwiała się...

A gdym do niej podbiegł, rzuciła mi się na szyję, zalewając się łzami.

— Co ci się stało, najdroższa?

— Nieszczęsny! — rzekła ta dziwna kobieta — co uczynić zamierzasz?

— Co? Iść do ministerjum spraw wewnętrznych...

Żona z determinacją rozpaczy podskoczyła do drzwi i zamknęła je na klucz, chowając klucz do kieszeni.

— Wytlomacz mi... Nic nie rozumiem...

— Naturalnie, ty nic nie rozumiesz! A gazety czytasz?

— Czytam...

— « Robotnika » czytasz?

— Czytam...

— A czytałeś o aresztowaniu ks. Huszyny. Ten też poszedł do ministerjum — no i siedzi...

— Ależ...

— Niema ależ... Twoja sprawa jest o wiele gorsza... Tamten jest księdzem, a ty — b. katorżnikiem, pozbawionym praw... I na dobitkę, krzycałeś: precz z wyzyskiem! Kasznica cię zaraz zamknie...

Dało mi to nieco do myślenia. Istotnie, może zamknąć. Od czegoż jest ustawa wyjątkowa jak

nie od zamykania... W chwili uniesienia, krzyknąłem: Precz z wyzyskiem! No jak się Kasznica o tem dowie i zaraportuje tow. Edmudowi!... Br...

— A wiesz ty, mówiła żona, co oni jeszcze mogą zrobić?

— Jeszcze — oprócz zamknięcia?

— A tak! Odsiedziałeś swoje 15 lat katorgi?

Zacząłem się tlomaczyć prawie pokornie, jakgdyby przedemną stał sam p. Kasznica.

— Nie, nie zdążyłem. Siedziałem tylko 10 lat, a wtem przyszli i uwolnili mnie... Ja... ja... nie chciałem... Ale sami przyszli...

— Nie tlomacz się... Nie odsiedziałeś terminu... Więc wiesz co mogą zrobić?

— Nie.

— A wiesz, że w Warszawie jest misja Koleczaka? Cóż prostszego jak oddać cię Koleczakowi, abyś, przy jego pomocy, resztę kary odsiedział. Przecież wiesz, jaka u nas panuje legalność, jak skrupulatnie wykonywa się prawa carskie.

Do ministerjum nie poszedłem. Jestem na wolności. Kasznica i Koleczak nie o mnie nie wiedzą. Novus.

LIKWIDACJA RZECZPOSPOLITEJ PASZKOWSKIEJ

Wieś Paszkowce, leżąca w odległości 15 klm. na północ od Płoskirowa, przy szosie, prowadzącej do Starokonstantynowa, jeszcze za czasów Petlury utworzyła własną organizację, do której przystąpiło 13 wsi okolicznych. W ten sposób zorganizowana chłopstwa republika paszkowiecka nie uznawała żadnej władzy. Oblicie zaopatrzone w broń aż do armat włącznie, w telefony polowe, łączące wszystkie, należące do niej wsie, nie tylko skutecznie opierała się wszelkim wymaganom Petlury, lecz nawet agresywnie występowała, rozbrajając poszczególne oddziały petlurowskie, które próbowały wejść na jej terytorjum.

Na wieś o zbliżających się oddziałach polskich, republika paszkowiecka stanęła w pełnem uzbrojeniu, a należąca do niej wieś Klimaszówka zaczęła ostrzeliwać zbliżający się oddział polski — z armat. Oddział polski odpowiedział strzałami, poczem wieś zdobyto, armaty i znaczną ilość broni oraz amunicji republikanom odebrano i ukarano przywódców. Ten sam los spotkał Paszkowce. U przybyłego na front gen. Iwaszkiewicza, zjawila się deputacja od Rzeczypospolitej paszkowieckiej z wyrażeniem pokory i całkowitego poddania się.

Drobny ten epizod otreźwiająco podziałał na ludność całej okolicy, a zwłaszcza Płoskirowa, która od tej chwili, bez różnicy narodowości, pozwała więcej zdecydowanie ujmować swe zadowolenie z przybycia wojska polskiego.

Biura i księgarnia POLONII otwarte są codziennie, za wyjątkiem niedziel i świąt, od godziny 2 do 5 po południu.

Marki pojdą niezawodnie w górę

Bezstronny i kompetentny znawca finansowy w Szwajcarii, referent kantoru zuryskiego, doszedł do wniosku, że waluta polska będzie pierwszą w Europie, która się podniesie.

Do wniosku tego upoważniły referenta następujące obliczenia obdłużeń państw europejskich.

Na głowę ludności (w przedwojennych markach niemieckich) wypada długi:

w Niemczech (bez odszkowań woj.)	2.673 m. 66 f.
w Rosji	10.007 m. 70 f.
w Austrii (bez odszk. woj.)	6.859 m. 25 f.
we Francji	3.225 m. 30 f.
w Włoszech	1.647 m. 40 f.
w Anglii	5.473 m. 25 f.
w Polsce	? 1 m. 80 f.

Jak więc z tablicy widać, najmniej stosunkowo długów państwowych przypada na jedną osobę w Polsce i to, zdaniem referenta, spowoduje zwykłą walutę polskiej.

W Berlinie, w ostatnich czasach, nastąpiło nagle podniesienie się marki polskiej a mianowicie, w ciągu kilku dni zaledwie, osiągnęła ona kurs, sięgający 70 fenigów pruskich, podczas gdy do niedawna zasadniczo nawet nie była przyjmowana przez poprzedniejsze banki.

NEKROLOGJA

† W dniu 1 stycznia rb. zmarł w Nałęczowie znakomity pisarz i poeta polski, Kazimierz Gliński, twórca natchnionej « Pieśni Królewskiej » i całego szeregu wartościowych dzieł poetyckich, powieściowych i utworów scenicznych. p. Gliński zmarł w 69 roku, po dziesiątkach lat ciężkiej, wytrwałej pracy na niwie literackiej, pozostawiając po sobie pamięć gorącego patrioty i dobrego obywatela kraju i pełnego pogody ducha zacnego człowieka.

† W dniu 7 stycznia rb., zmarła w Warszawie Cecylja hr. Zyberk-Platerówna, założycielka i kierowniczka pensji żeńskiej, wielce zasłużona na polu szkolnictwa polskiego.

† W dniu 6 stycznia, zmarł, w 95 roku, życia nestor inżynierów polskich, współtwórca mostu Kierbedzia w Warszawie, ś. p. Julian Adam Majewski.

† W dniu 11 stycznia, po długiej chorobie, zmarł znany w całej Polsce, zasłużony i bardzo popularny lekarz chorób dziecięcych ś. p. dr. Ludwik Anders.

† W dniu 6 stycznia, zmarł we Lwowie profesor matematyki na Uniwersytecie warszawskim, ś. p. dr. Zygmunt Janiszewski. Młody ten a niezmiernie utalentowany uczony polski zgasł za ledwie w 31 roku życia.

Numer niniejszy **POLONII** wysyłamy wszystkim Rodakom, których adresy mieliśmy pod ręką, jako numer okazowy. Od numeru następnego jednak rozpoczniemy już wstrzymywanie dalszej wysyłki tym, którzy nam nie nadesłali prenumeraty. Prosimy więc wszystkich, którzy pragną uniknąć przerwy w odbieraniu **POLONII** o pośpiech. Listy i przekazy należy adresować:

L'Administration de la revue **POLONIA**,
3 bis, RUE LA BRUYÈRE, PARIS IX^e

KRONIKA

◊ Od Redakcji.

Zawiadamiamy wszystkie Instytucje polskie we Francji, Belgji, Anglii i Szwajcarii, że wszelkie komunikaty i ogłoszenia winny być nadsyłane najpóźniej we wtorki, o ile mają się ukazać w najbliższym numerze « *Polonii* ».

◊ Osobiste.

Znany w Kolonii paryskiej, długoletni jej członek i działacz społeczny, cieszący się ogólnym uznaniem, Dr. Karol Vacqueret, który był, przed wojną, osiadł w Warszawie, poślubił p. Wierzbickę, obywatelkę ziemską z Wołynia.

Ksiądz Plewka-Plewczyński, który był, przed wojną, brał czynny udział w naszej Kolonii, jest obecnie kapelanem domowym p. Naczelnika Państwa; otrzymał godność prałata papieskiego.

◊ Krzyże Legji honorowej.

P. Józef Wielowiejski, delegat Komitetu Narodowego w Paryżu, został mianowany komandorem Legji honorowej.

P. Kazimierz Woźnicki, znany w Kolonii działacz, otrzymał krzyż kawalerski Legji honorowej. Ta ostatnia nominacja nastąpiła na skutek przedstawienia grona pisarzy i dziennikarzy francuskich.

◊ Oficjalne.

P. Minister spraw zagranicznych, St. Patek, po dwutygodniowym zgrupowaniu w Paryżu, wyjechał do Warszawy.

◊ Koncert.

Koncert, zorganizowany na Wystawie sztuki « grona artystów polskich », zgromadził liczną publiczność. Przemówienia pp. Woźnickiego i Czajana, jakoteż popisy artystyczne pp. Wieniawskiej, Popkowskiej i innych zjednały wykonawcom gorące przyjęcie.

◊ « *Polonia* » w kioskach.

Do czasu całkowitego zorganizowania się « *Polonii* » i wprowadzenia jej w systematyczny obieg, numery pojedyncze będą sprzedawane w



PHOTOGRAPHIE d'ART et de SPORT

PAUL DEMÉZY9, avenue de la Grande-Armée :
PARIS (place de l'Étoile)Założyciel i Właściciel **B. BRZESKI**

Fotografie artystyczne i paszportowe

L. FROCHMANN KRAWIEC MĘZKI
20, B^e Montmartre, 20, Paris
Téléph. Louvre 26-79**BANK ZWIĄZKU SPÓŁEK ZAROBKOWYCH** w Poznaniu

KAPITAŁ ZAKŁADOWY 60 MILJONÓW MAREK

Oddziały : w Warszawie (1 ulica Jasna); w Gdańsku, Toruniu, Krakowie i Lublinie.

Złatwia wypłaty pieniędzy w całej Polsce wzamian za franki, wpłacone na jego rachunek w Paryżu. Na najkorzystniejszych warunkach.

Blizszych informacji udziela w Administracji « *POLONII* » Jan Dereziński, 3 bis, rue La Bruyère pomiędzy 3 — 5 pp.

kioskach przed Café de la Paix, na bulwarze Magdaleny, i na placu Etoile.

**WAŻNIEJSZE INSTYTUCJE POLSKIE
W PARYŻU**Legacja Polska (ambasada), 11 bis, avenue Kléber.
Telefon : Passy 13-68.Delegacja Polska, 15, avenue George-V. Telef. Passy
19 86; 19 87. 19-88.Polska Misja Wojskowa zakupów, 15, avenue d'Iéna.
Telef. Passy 68-38; 68-39; 67-76; 68-4.Polski Konsulat Generalny, 5, rue Godot de-Mauroy.
Telef. Louvre 11-86. Paszporty wydaje od 9-12 i od 2-5.

Attaché wojskowy przy Legacji polskiej, 4, rue de Chanaleilles. Telef. Saxe 76-76.

Biuro Repatriacji, 4, rue de Chanaleilles.

Kościół Polski, 263 bis, rue Saint-Honoré.

Biblioteka Polska, 6, quai d'Orléans. Otwarta od 1 do 4 pp.

Opieka Polska (dobroczynność), 6, quai d'Orléans,
od 1 do 4 pp.Księgarnia Polska « *POLONIA* », 3 bis, rue La Bruyère, od 2 do 5 pp. Telefon : Trudaine 61-42.**BIENENFELD JACQUES****KUPOJE :** Perły, Drogie Kamienie,
Biżuterje okazyjne.**PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62**Téléph. : **CENTRAL 90-10****FUTRA — WYROBY FUTRZANE**

REPARACJE — PRZERÓBKI

S. BESTER**43, rue d'Hauteville — PARIS**Le GÉRANT : **P. NEVEU**

PARIS. — IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.

CHIMÈNE

PIERWSZA POLSKA FABRYKA PERFUM W PARYŻU

17 bis, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie, PARIS (XVI^e)

Telefon : Passy 33-59 — Metro : ALMA

Poleca znane ze swej wytworności wyroby
Ceny umiarkowane.

Dla pp. Wojskowych znaczny rabat.

Ceny ogłoszeń. Za wiersz jednoszpaltowy lub jego miejsce 5 fr. Za takiż wiersz w środku numeru, między tekstem francuskim i polskim, 10 fr. Jako miarę przyjmuje się zawsze wielkość druku petitem.

Do nabycia w Księgarni « *POLONII* », 3 bis, rue La Bruyère, Paris IX^e.

- 1) Podręcznik do nauki Języka Francuskiego dla Polaków, ułożony przez Izę Zielińską 4 50 5 »
- 2) Podręcznik do nauki Języka Polskiego dla Francuzów, metoda Batignolliska... 4 50 5 »
- 3) Słownik Francusko-Polski i Polsko-Francuski, oprawne razem..... 6 » 6 50
- 4) Mapa Polski w kolorach..... 3 25 3 50
- 5) Książeczki do nabożeństwa po 4 fr. 50 i 7 fr. za sztukę.
- 6) Śpiewnik Polski z nutami..... 4 50 5 »
- 7) « Było to pod Somosierra » powieść hist. W. Gąsiorowskiego..... 3 50 3 80
- 8) « Ostatnia obrona Częstochowy », powieść hist. W. Gąsiorowskiego..... 3 50 3 80
- 9) Album Polaków w Armji Francuskiej (1914-1917)..... 6 » 6 50
- 10) Francja i Polska na przestrzeni wieków, po francusku..... 6 » 6 50
- 11) Pocztówki kolorowe (typy Wojska Polskiego we Francji) tuzin..... 2 50 2 75
- 12) Pocztówki (czarne, wielki wybór, tuzin 1 50 1 75
- 13) Znaczek polski, emaljowany, z Białym Orłem..... 3 » 3 25
- 14) Szpilka do krawata, emaljowana, z Białym Orłem..... 2 50 2 75

Cyfry w drugiej rubryce oznaczają cenę z przesyłką pocztową.

Wkrótce nadejdzie wielki transport ostatnich wydawnictw polskich.

Przesyłki pieniężne i zamówienia adresować należy.

POLONIARUE LA BRUYÈRE, 3 bis, PARIS IX^e.